

Le casse-tête des coronabonds

 sauvonsleurope.eu/le-casse-tete-des-coronabonds

5 mai
2020



Avec quel argent refinancer la crise du coronavirus et la reprise qui devra s'ensuivre ? De nouveaux emprunts bien sur, mais lesquels et sous quelle forme ? Nous avons quitté les chefs d'Etat acceptant le principe d'un recours européen à l'emprunt, mais se gardant bien de préciser les points critiques et le débat est devenu suffisamment obscur pour qu'à l'occasion du vote de la position de principe du Parlement européen, la macronie, les verts et les insoumis réussissent à s'accuser réciproquement d'avoir renoncé à la mutualisation des dettes européennes.

Les socialistes, les écologistes et la gauche de la gauche européens en pincent pour la formule des eurobonds, développée lors de la crise précédente et toujours refusée par les Etats du nord. Elle consiste essentiellement pour les Etats européens à regrouper leurs emprunts en se les garantissant mutuellement, chacun restant libre ensuite de son utilisation. Les avantages sont multiples: l'argent est directement disponible auprès de chaque gouvernement, à des taux plus faibles que ceux dont s'acquittent les pays du sud, et sans condition d'usage. Mais les obstacles sont redoutables : les Etats financièrement les plus en difficulté rajoutent de la dette à la dette et surtout en cas de faillite, les autres Etats sont garants ce qui est un tabou absolu après l'expérience grecque. On peut par ailleurs estimer que la BCE a déjà en partie proposé un substitut aux eurobonds en annonçant qu'elle se donnait la liberté de racheter de la dette publique italienne.

La droite, la macronie et les socialistes européens (qui ont voté les deux résolutions moins trois socialistes... français, majoritairement issus de Place publique) proposent des recovery bonds qui seraient émis par l'Union européenne puis redistribués aux Etats membres. L'avantage est que les pays les plus endettés n'ont plus à se surcharger. Ou peut-être que si ? Car l'inconvénient c'est le grand flou de la proposition en l'état actuel. On ne sait pas si ces sommes seraient prêtées aux Etats (donc de la dette quand même, comme le souhaite le gouvernement hollandais), données ou bien feraient l'objet de dépenses directes sans passer par les gouvernements nationaux. Un mélange des trois peut être. Et à quelles conditions ? A égalité pour tous les pays, en priorité pour les plus touchés ? En fonction des secteurs les plus touchés (tourisme) ou des choix d'avenir (green deal) ? En échange de programmes d'austérité ou non ? On voit qu'ici, les détails sont fondamentaux. Signalons la proposition faite par l'Espagne, qui est une des plus articulée du débat public.

Pour notre part, nous voulons rappeler que le problème principal est la dette privée. Les entreprises et à moyen terme les particuliers font face à une interruption de rentrée d'argent. Or si la BCE ne peut racheter directement des dettes publiques, rien ne lui interdit de le faire pour les dettes privées, puis de les éteindre soit par émission monétaire soit par refinancement éternel d'un fonds de défaisance.

Nous appelons donc les institutions européennes à plus encore d'imagination !

Tags

Coronabonds